

La grève de 1932 : 75 ans déjà...

Texte par Chris Gould
Photos par Mark Buckton

Chris Gould célèbre le 75ème anniversaire de la grève qui menaça de détruire le sumo professionnel tel que nous le connaissons.

Le sumo n'est pas censé être la proie des révolutions. Il est censé demeurer une béatitude stable, bâtie sur le mérite et le tatemae (abandon du soi au profit du plus grand bien). Ces dernières années, l'idée que l'Association Japonaise de Sumo (NSK) se fait du concept de « révolution » s'est centrée autour du fait de nommer une femme au Conseil de Délibération des Yokozuna et de trouver douze nouveaux noms pour décrire les manières de remporter un combat. Un comportement menant à une couverture médiatique révolutionnaire de la NSK doit être immédiatement condamné, comme Asashoryu a pu récemment le constater à ses dépens. Toutefois, il y eut bien des occasions tout au long de l'histoire du sumo où – tout comme pour le pays qui entourait ce sport – la menace de la révolution fut bien réelle.

Le Japon et le sumo sont loin d'être aussi stables que pourrait bien le souhaiter la société du tatemae.

La raison principale des révolutions dans le sumo n'est pas bien différente de celle qui a fini par déchirer bien des pays : les inégalités économiques. La professionnalisation du sumo dans le courant du 18^e siècle était censée, en théorie, résoudre le problème, en libérant les sumotori de leur quasi servitude sous le patronage des puissants seigneurs de guerre d'Edo. Toutefois, arrivé au milieu du 19^e siècle, il devient

clair que le fossé de richesses entre les dirigeants du sumo et les lutteurs est toujours présent – et s'accroît avec la popularité sans cesse plus grande de ce sport.

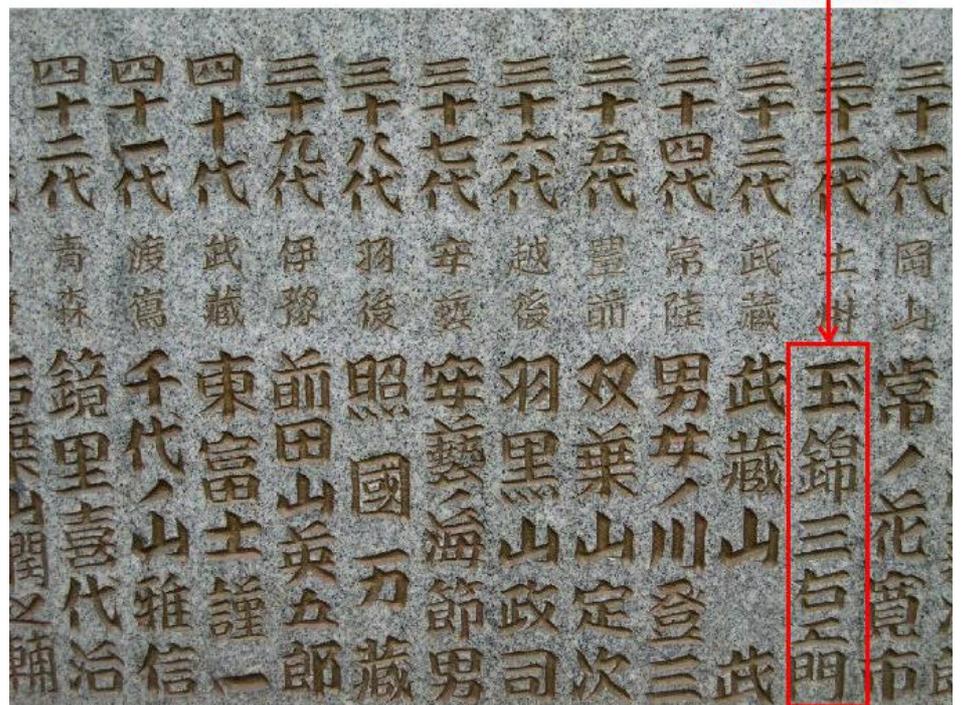
Le problème Takasago

Des signes majeurs de mécontentement des sumotori se font jour au milieu des années 1860, quand un groupe de lutteurs éminents tente de provoquer des discussions avec l'Association Tokyoïte de Sumo (TSK) au sujet de réformes. Le mouvement réformiste perd de son élan durant la Restauration Meiji de 1867-8, mais se reconstitue suffisamment pour finir par coucher sur le papier une liste d'exigence de réformes dans le sumo, en 1873. On raconte que les lutteurs désignés pour présenter ces exigences à la TSK prennent peur et trahissent leurs collègues réformistes – qui sont virés du sumo professionnel en décembre 1873. Le banzuke du

tournoi d'hiver étant déjà imprimé, le nom des lutteurs exclus devra être biffé !

Les meneurs du mouvement, Takasago et Koyanagi, créent brièvement une « équipe de lutteurs réformés » qui effectuent des tournées en province, mais tombent sur un os quand ils se voient refuser un permis de pouvoir produire des spectacles de sumo créé en 1878. A l'été de cette même année, les lutteurs de Takasago sont réintégrés au sein de la TSK, et un certain nombre des réformes de Takasago sont mises en application, en particulier le remplacement des nominations des Directeurs de la TSK par un système d'élections. Des réformes salariales limitées sont également instituées, mais le sujet plus général des inégalités est enterré bien au fond du proverbial panier de sel – en attendant simplement qu'on vienne le vider

Tamanishiki



Tamanishiki

un peu plus tard.

C'est le 24 mai 1899 que le [Japan Times](#) rapporte que « des troubles ont lieu entre les lutteurs de Tokyo et l'Association de Lutte » au sujet « du mécontentement des lutteurs au sujet de leurs salaires ». Le rapport poursuit : « les spectacles [de sumo] étant devenus inhabituellement populaires, les dirigeants réalisent depuis peu des profits considérables. Les lutteurs font remarquer à juste titre qu'il est injuste de les tenir à l'écart de leur part de ces succès financiers, et menacent de se mettre en grève ».

Avec des salaires annuels de base d'environ 25 yen (100 euros actuels), les sumotori professionnels ne vivent alors pas plus indépendamment que lorsqu'ils servaient leurs seigneurs de guerre, et doivent souvent agiter la sébile devant leur oyakata pour percevoir quelque revenu supplémentaire. Comme le suggère le [Japan Times](#), les oyakata, et plus particulièrement ceux qui occupent des positions de directeurs, sont bien placés pour distribuer des aumônes. La quasi-totalité des revenus provenant des ventes de tickets finissent dans leurs poches; les sumotori sont payés sur de bien modestes restes.

Quelle qu'ait été la réponse de la TSK en 1899, elle n'améliore pas franchement le sort des lutteurs. Vers la fin des années 1910, la ferveur révolutionnaire enflamme à nouveau le sumo quand de nombreux sumotori retardent l'ouverture du tournoi de janvier 1911 en exigeant une augmentation salariale de la part de leurs maîtres. Leur détermination est peut-être renforcée par une rébellion assez proche d'acteurs kabuki contre leur compagnie de tutelle Shochiku – révolte qui sera au bout du compte matée. Cette fois-ci, les chefs du sumo refusent avec entêtement de céder le moindre pouce de terrain, pourrissant la situation pour les

années suivantes.

Le chaos Mikawashima

Les années 1910 ne sont pas exactement des années heureuses pour la TSK. Les caisses servant au paiement des lutteurs se vident encore plus le 29 septembre 1917 lorsque le Kokugikan disparaît dans un incendie au cours d'une exposition sur les chrysanthèmes. La TSK, croulant déjà sous le poids d'autres dettes, doit brusquement trouver 650 000 yen (environ 2,5 millions d'euros) pour reconstruire son stade chéri – et 150 000 yen supplémentaires lorsqu'un typhon met à terre les premiers efforts de reconstruction ! Le premier basho tenu après l'incendie a lieu au Yasukuni. Toutefois, malgré la reconstruction du Kokugikan, les bas salaires continuent à faire fulminer les sumotori.

Le 12 janvier 1923, plusieurs lutteurs importants, rassemblés dans un restaurant à Ueno, exigent de meilleurs salaires et conditions de travail de la part de leurs employeurs. La TSK répond en virant 64 sumotori et 17 gyoji. Plusieurs stars comptent parmi les rangs des bannis, ce qui laisse de marbre les suiveurs du sumo de Tokyo, dont beaucoup boycottent l'ouverture de l'Hatsu basho le 14 janvier. Secouée par les pertes financières, la TSK engage des médiateurs pour parvenir à un accord avec les sumotori en grève, qui se sont depuis retranchés dans un bureau de la Compagnie Électrique Japonaise à Mikawashima.

Deux hautes personnalités militaires, l'amiral Yashiro et le général Osako, jouent les médiateurs en compagnie du chef de la police urbaine Akaike. Les yokozuna Onishiki et Tochigiyama sont envoyés par la TSK pour faire revenir à la raison leurs collègues, après avoir pourtant dit-on clamé leur « stricte neutralité » dans le conflit. Les médiateurs et les chefs de la révolte des lutteurs se rencontrent dans les bureaux de la

police urbaine le 17 janvier, mais pas avant qu'une cérémonie de purification du dohyo se soit tenue dans leur refuge de Mikawashima deux jours avant. La TSK se voit mise en demeure de prendre en compte onze exigences mises en avant par les grévistes.

Un compromis est atteint au Kokugikan le jour suivant, quand 100 sumotori, gyoji, oyakata et médiateurs s'accordent, en principe, sur un Plan de Réforme du Sumo – basé sur une version édulcorée des onze exigences. Après avoir au départ ajourné leur décision, les lutteurs acceptent les réformes et reviennent au sumo.

L'échec de la grève est immense. Le yokozuna Onishiki est lourdement critiqué pour ses piètres performances comme négociateur, et se retire immédiatement de honte du sumo. De nombreux sumotori amers contestent le projet de plan de réforme et menacent de se retirer des lucratives tournées estivales à moins que celui-ci ne soit amélioré. Un tel mécontentement entraîne une réponse agressive de la part de directeurs revanchards qui, fous de rage après le conflit originel, retiennent les paiements dus aux lutteurs suite au tournoi de janvier.

L'inspecteur de police Suzuki, dont le commissariat jouxte la Dewanoumi beya, passe encore plus de temps de service à servir de médiateur aux conflits de sumo, obtenant en fin de compte que la TSK paie leur dû aux lutteurs. Six directeurs de l'Association démissionnent en raison de ces troubles et trois semaines supplémentaires s'écoulent avant que le chef de la police Aikake ne tente d'amener à la paix les factions belligérantes. Au mois de mai toutefois, plusieurs stars refusent toujours de lutter pour protester contre l'édulcoration des réformes, ce mécontentement se muant en un conflit au sujet du tournoi de Nagoya 1924 et au-delà.

Le choc Shunjuen

La fusion formelle des associations de sumo de Tokyo et d'Osaka sous l'égide de l'Association Japonaise de Sumo (NSK) en janvier 1927 amène un regroupement des moyens du sumo, ravivant l'espoir des lutteurs en quête de salaires plus élevés. Toutefois, en octobre 1929, le krach boursier de Wall Street plonge l'économie mondiale dans le désarroi. Entre les compagnies japonaises touchées qui sont moins enclines à faire des donations, et les Japonais au chômage désormais incapables de se payer des tickets, la fréquentation du sumo est en chute libre, réduisant d'autant l'argent disponible pour les salaires des lutteurs.



La pierre derrière la pierre qui porte les noms des yokozuna, indiquant l'appartenance à l'Est ou à l'Ouest

A l'époque, les lutteurs sont divisés en équipes Est et Ouest qui rivalisent pour le yusho. Le 7 janvier 1932, l'intégralité de l'équipe Ouest de makuuchi critique la gestion de la NSK et remet aux directeurs une liste de dix exigences qui incluent : la transparence de la gestion financière ; une réduction des prix d'entrée ; la réduction de l'influence des maisons de thé sur les ventes des billets d'entrée ; une réforme des retraites et des

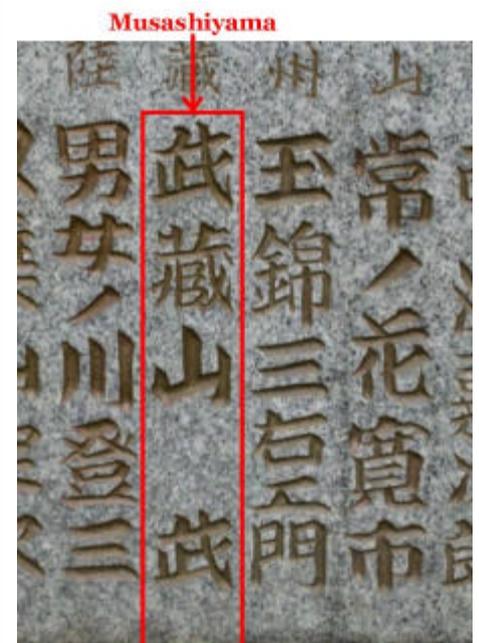
jungyo ; une augmentation salariale ; et une nouvelle Association des Lutteurs. A la différence de 1923, au lieu de simplement refuser de combattre, les lutteurs menacent de former leur propre association si la NSK refuse d'accepter les réformes sous 24 heures. Tandis que la NSK scrute ces propositions radicales, l'équipe Ouest prend ses quartiers temporaires au restaurant chinois Shunjuen d'Oimachi, au sud de Tokyo. Ainsi commence « l'incident du Shunjuen ».

Le 9 janvier, la NSK cherchant à gagner du temps quant à ces exigences, 32 membres de l'équipe Ouest démissionnent collectivement du sumo, provoquant le report sine die du basho de janvier 1932. Tout en démissionnant, sûrs d'eux après pas mal d'entretiens avec leurs soutiens financiers, les sumotori grévistes proclament la création d'une nouvelle association dénommée : la Grande Organisation Japonaise des Lutteurs Insurgés. Les meneurs de la révolte, Musashiyama, Onosato, Tenryu et Yamanishiki, prévoient de constituer un comité exécutif pour mener la nouvelle organisation. Pour encore plus désarçonner la NSK, les lutteurs insurgés donnent des détails concrets du premier tournoi qu'ils envisagent de monter – le 23 janvier au sanctuaire de Yasukuni.

Le 10 janvier, la NSK rejette chacune des 32 lettres de démission au motif que les lutteurs ne peuvent démissionner simplement en envoyant un écrit aux officiels. Au lieu de cela, le respect du rang impose qu'ils transmettent ces notes via leurs « chefs lutteurs ». la NSK sait que le chef des lutteurs de l'équipe Ouest est le maître de Musashiyama, Dewanoumi, un homme qui a de la sympathie pour les grévistes mais est tenu de par sa haute charge de préserver l'harmonie et de soutenir l'ordre existant. Par conséquent, sous le prétexte de ces

lettres de démission collectives, Dewanoumi est envoyé pour servir de médiateur au profit de la Kyokai.

Survient alors un surprenant retournement de situation. Musashiyama, jusque là un des sumotori sécessionnistes clé, retire soudainement son soutien pour aller quêter gloire et fortune comme boxeur. Un communiqué émis par son mécène, M. Yukinosuke, le 14 janvier, critique les lutteurs ayant fait sécession, de manière assez comique au motif qu'ils souhaitent abolir le grade de yokozuna... que l'ozeki Musashiyama était voué à obtenir !



Musashiyama

Privés d'une figure de proue emblématique pour amener les gens vers leur mouvement, les grévistes de l'équipe Ouest commencent à s'inquiéter au sujet de la viabilité d'une action en solitaires, et acceptent donc la médiation d'un tiers. Cette médiation prend la forme de la Kanto Kokusai-kai (Société des Garants de l'Identité nationale). Avec un tel nom, et sous la férule d'un général de l'armée, il est évident que la Kokusai-kai est d'obédience nationaliste et vigoureusement du côté de la Kyokai. Bien des sécessionnistes perdent leurs illusions, pensant

que s'ils doivent avoir à négocier de toute façon avec des réactionnaires, ils peuvent tout aussi bien abandonner tout de suite le combat. Plusieurs sumotori mettent par conséquent à profit un relâchement du couvre-feu sur leurs allées et venues pour demander à des intermédiaires de négocier leur retour dans le giron de la Kyokai.

Le nouveau leader des révolutionnaires, Tenryu, joue la carte de la fermeté face à la Kokusai-kai, refusant de lui donner carte blanche pour solutionner le problème. Il refuse également de reprendre les lettres de démission que la Kokusai s'est vue remettre par la NSK avec instruction de les rendre. Pour hâter le retour des lutteurs majeurs, la NSK donne un « accord de principe » au comité réformateur et offre un retour inconditionnel aux grévistes. Le « principe » n'est pas suffisant aux yeux de Tenryu, qui refuse systématiquement de laisser revenir ses hommes avant que le comité ne soit véritablement en place.

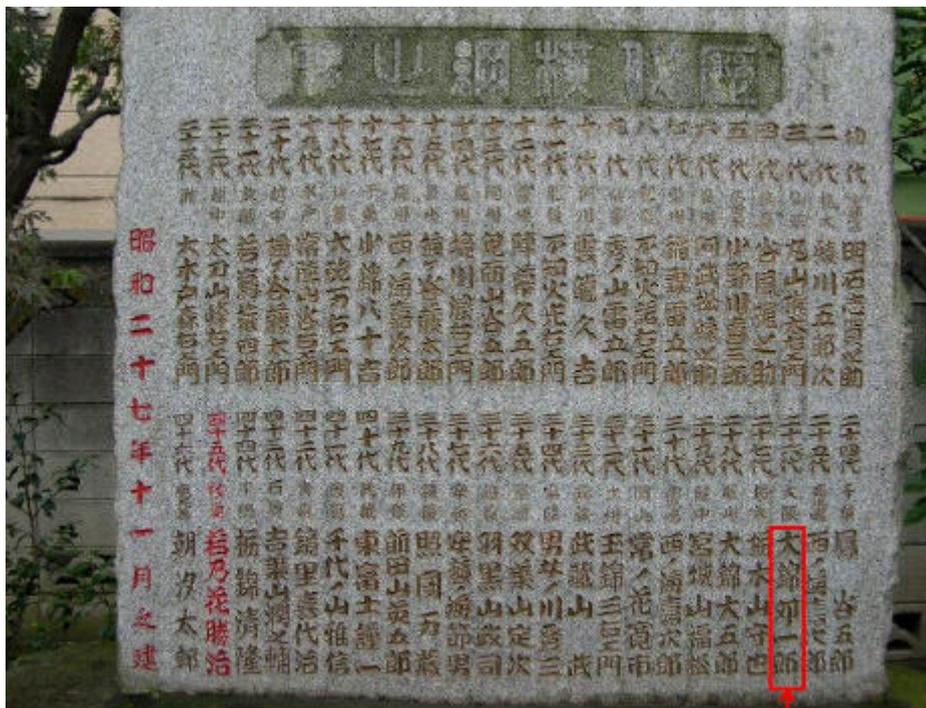
La Kokusai-kai manifestant son

désaccord sur le principe du comité, Tenryu en conclut que la médiation est partielle et ne peut plus être tolérée un instant de plus. Craignant d'avoir trahi la confiance de ses hommes en acceptant une médiation incompétente, mais refusant l'idée de revenir dans le giron de la Kyokai, il se résout finalement à trancher son chignon de honte. Cette nouvelle lui vaut une avalanche de soutiens de la part de ses trente camarades grévistes, qui considèrent que Tenryu ne mérite pas d'être blâmé à titre personnel. Un acte de défiance solitaire se transforme alors en un coup d'éclat collectif, quand trente des trente-et-un grévistes se tranchent simultanément leur chignon, le 16 janvier. Trente chignons coupés sont alors enveloppés dans du papier blanc et remis aux mains du général Kida, chef de la Kokuai-kai, comme autant de « marques de regrets » de ne pouvoir être à même d'accepter ses services. Ces marques touchent à peine Kida, qui avait pourtant promis à Dewanoumi que les lutteurs reviendraient au sein de la Kyokai précisément ce soir.

Le 19 janvier, plusieurs grévistes

envoient leur avocat au bureau de la Police Métropolitaine pour requérir une licence afin de donner du sumo au sanctuaire Hibiya de Tokyo. Le chef de la police Hayashi tente de faire d'une pierre deux coups et offre ses propres talents de médiateur aux sumotori. Les lutteurs répondent poliment à Hayashi de plutôt se concentrer à attraper les voyous.

Le rythme des changements s'accélère brutalement après une visite dans les bureaux de la police. Les grévistes se nomment eux mêmes comme étant la Shinko Rikishidan, « l'Association des Rikishi Progressistes » et ressemblent plus enfin à un corps formel et unifié. Dewanoumi, de son côté, se sent déshonoré de l'échec qu'il a connu en essayant de ramener les sumotori grévistes au sein de la Kyokai, et démissionne de sa charge de directeur. Sa démission provoque en retour un sentiment de culpabilité chez Musashiyama, qui se sent responsable d'avoir mis son propre oyakata dans l'embarras. Le 24 janvier, Musashiyama retourne spectaculairement sa décision de devenir un boxeur et revient au sein de la NSK, arguant de son soutien inflexible envers Dewanoumi. Le retour du champion est une bouffée d'air considérable pour la NSK, mais juste au moment où l'équilibre du conflit balance en sa faveur, l'équipe de l'Est – qui était auparavant demeurée neutre – commence à exprimer son mécontentement. Quatorze lutteurs du côté est font rapidement sécession de la NSK et, au lieu de joindre leurs forces à celles des lutteurs de l'Ouest, ils cherchent à tenir leur propre tournoi à Nagoya. Le lendemain, les quatorze sécessionnistes sont devenus 19, les derniers en date ayant été convaincus par le soutien financier de Hatsutarō Inoue, un entrepreneur en bâtiment de Nagoya, qui offre de financer le tournoi.



Onishiki

Le 29 janvier, au cours d'un autre meeting extraordinaire, les directeurs de la NSK approuvent un plan de réformes établi avec l'aide de la Kokusai-kai. Le plan réaffirme le droit des sumotori à 10% des gains nets d'un tournoi et cherche à augmenter les revenus des lutteurs en créant un troisième tournoi annuel à Tokyo.

Le lendemain, la Shinko Rikishidan déclare qu'elle a trouvé le lieu où tenir son tout premier tournoi. Les autorisations n'ayant pu être obtenues pour les sanctuaires Yasukuni ou Hibiya, le basho se déroulera à Nakanegishi, dans le quartier Shitaya de Tokyo. Le basho dissident, prévu le 3 février, reçoit un soutien inattendu de la part de Dewanoumi, qui offre une récompense d'encouragement de 300 yen. Un autre soutien se manifeste avec la défection de cinq gyoji de la NSK deux jours après. La sécession est une telle gifle pour les dirigeants de la NSK (toujours incapables de comprendre les raisons du rejet de leur plan de réformes) que 22 des 24 directeurs démissionnent dans les heures qui suivent.

Les premiers signes publics d'unité entre l'Est et l'Ouest se produisent le 5 février quand M. Inoue, qui soutient les dissidents de l'Est (connus désormais sous le terme de Kakushin Rikishidan - « Fédération des Rikishi Réformistes ») établit une tentative d'accord de fusion avec Tenryu. L'accord est d'autant plus remarquable qu'il vient en plein tournoi dissident à Nakanegishi, tournoi dans lequel Tenryu est en compétition ! Les forces de Tenryu sont encore plus mises à contribution par les négociations avec la Kokusai-kai. Heureusement pour lui, le chef de la police Hayashi souligne l'obsession policière au sujet des conflits du sumo en remettant sur le tapis son offre de médiation. Cette fois-ci, l'offre est acceptée à

la fois par Tenryu et la Kokusai-kai.

Presque chaque jour, plusieurs milliers de personnes assistent au tournoi dissident de Tenryu. Bien que les profits soient bas après déduction de toutes les dépenses, la capacité de la Shinko Rikishidan à attirer les foules et des lutteurs compétitifs (314 au total) est bien au-delà de tous les espoirs. Abasourdie par le succès de sa rivale, la NSK proclame prestement que l'Hatsu basho de février verra une réduction drastique des prix d'entrée. Leur résolution à réussir s'accroît encore le 12 février, quand la médiation de la police échoue, faisant de l'alliance entre les camps Est et Ouest un véritable pacte d'airain. En un mois, l'Est et l'Ouest prévoient leur premier tournoi réunifié à Osaka sous la bannière de la Dai Nihon Sumo Renmei (Fédération Japonaise de Sumo).

Hélas, tout le Japon n'adhère pas à cette nouvelle fédération, en particulier Musashiyama et Tamanishiki, les deux plus impressionnants sumotori de l'époque. En 1933, la Fédération perd douze autres lutteurs clé après que la NSK leur ait promis de les réintégrer dans leurs rangs précédents. La triste vérité est que malgré toute sa détermination, le futur de la Fédération Japonaise est pétri d'incertitudes : incertitudes quant à la disponibilité des sites ; incertitudes quant aux autorisations à obtenir ; incertitudes quant à la fidélité des spectateurs. N'étant pas parvenu en 1939 à s'assurer la jouissance d'un stade permanent, l'équipe de Tenryu se dissout, mettant fin à l'une des plus grandes aventures que le sumo ait connu.

Conclusion

Depuis 1932, les grondements révolutionnaires dans le sumo ont

plus eu l'aspect de secousses sismiques que de véritables tremblements de terre. Bien qu'une enquête de la Diète japonaise au sujet de la vente des billets ait en 1957 vilipendé le pouvoir des chaya – les maisons de thé – et révélé des informations compromettantes qui amenèrent le Président de la Kyokai Dewanoumi à effectuer une tentative de hara-kiri, de modestes réformes sur les ventes de tickets et l'introduction de deux basho annuels supplémentaires sont les seuls événements majeurs depuis. Récemment, l'ombre révolutionnaires s'est manifestée sous la forme de cinq silhouettes : un gouverneur d'Osaka, une spectatrice dérangée du Kokugikan, un yokozuna retiré, un autre en activité et un sumotori décédé. Les deux premières personnes sont deux femmes, et toutes deux (bien que pour des raisons différentes) souhaitent bouleverser les conventions dans le sumo qui prohibent toute montée de femme sur un dohyo professionnel. L'ex-yokozuna Takanohana II (III si l'on compte un lutteur non membre de la famille qui combattit avec un kanji différent dans son shikona) se vit infliger une sèche réprimande de l'actuel Rijicho Kitanoumi pour avoir discuté de réforme salariale dans le sumo en direct à la télévision en 2005. le yokozuna en activité, Asashoryu, a mis sur le tapis une réforme des vacances et soulevé de nouvelles questions sur le degré de tolérance que peut avoir le sumo à l'égard de l'individualisme. Finalement, et c'est bien triste, la mort de Tokitaizan pose la question de savoir à quel point ce qui se passe dans les heya de sumo doit être plus formellement surveillé.

Comme toujours, du fait des compromis instables que fait la société du tatemae, le niveau de stabilité à la surface attend toujours d'être dérangé.